

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

AL KHALJI FRANCE

Société Anonyme au capital de 104 000 000 Euros
Siège social : 49-51 Avenue George V-75008 Paris
309 033 066 R.C.S. Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale annuelle en date du 30 Mai 2025

I – Bilan au 31 décembre 2024

Actif K€	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Caisse, banques centrales, CCP	163 665	136 545
Créances sur les établissements de crédit & assimilés	265 218	298 996
Opérations avec la clientèle	307 993	295 580
Obligations et autres titres à revenu fixe	92 746	51 361
Immobilisations incorporelles	1 099	885
Immobilisation corporelles	498	688
Autres actifs	4 168	2 227
Comptes de régularisation	1 168	1 099
Total de l'actif	836 554	787 380
Passif K€	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Banques Centrales, C.C.P.		
Dettes envers les établissements de crédit & assimilés	28 816	48 924
Opérations avec la clientèle	524 477	476 977
Autres passifs	48	248
Comptes de régularisation	14 527	9 370
Provisions	14 231	11 611
Dettes subordonnées	25 000	25 000
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	323	323
Capitaux propres (hors FRBG)	229 134	214 928
Capital souscrit	104 000	104 000
Réserves	24 482	21 267
Report à nouveau (+/-)	85 475	68 496
Résultat de l'exercice (+/-)	15 177	21 165
Total du passif	836 554	787 380
Hors-bilan K€	31 Décembre 2024	31 Décembre 2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	14 076	21 134
Engagement de garantie	53 079	45 304
Engagements reçus		
Engagements de garantie	44 500	24 500

II – Compte de résultat

K€	31 décembre 2024	31 décembre 2023
+ Intérêts et produits assimilés	50 716	51 222
- Intérêts et charges assimilées	-15 821	-12 256
+ Commissions (produits)	2 798	3 556
- Commissions (charges)	-580	-418
+ Gains ou perte sur opérations des portefeuilles de négociation	760	1 010
+ Gains ou perte sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	-899	2
- Autres charges d'exploitation bancaire	0	
Produit net bancaire	36 975	43 117
- Charges générales d'exploitation	-15 018	-13 474
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immob, incorporelles et corporelles	-777	-519
Résultat brut d'exploitation	21 179	29 124
+/- Coût du risque	-1 125	-3 878
Résultat d'exploitation	20 055	25 246
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	20 055	25 246
+/- Résultat exceptionnel	77	-26
- Impôts sur les bénéfices	-4 955	-4 055
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	15 177	21 165

III. – Affectation du résultat

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tel que ressortant des comptes annuels, et fixation de dividende.

L'Assemblée Générale Ordinaire, approuve la proposition d'affecter comme suit le résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 décembre 2024, s'élevant 15,176,997/- euros :

Affectation du résultat au 31 décembre 2024 en milliers d'euros :

Résultat net	15 177
Réserve légale (Eau)	-1 289
Résultat légale (5%)	-694
Balance	13 194
Report à nouveau	13 194
Solde Report à nouveau (exercice 2024)	66 071
Avant affectation (exclus différence de change)	79 265
Solde Report à nouveau (exercice 2024)	79 265
Après affectation (exclus différence de change)	
Distribution de dividende	10 000

L'assemblée Générale décide de distribuer EUR 10,000,000 de dividendes au titre de l'exercice 2024.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividendes (en euros)	Résolution
2023	6500000	10000000	Approuvé par L'AGA et distribué aux actionnaires
2022	6500000	Nul	Nul
2021	6500000	Nul	Nul

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. – Annexe des comptes annuels – Exercice 2024**1. Règles et méthodes comptables**

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon la réglementation applicable aux Etablissements de Crédit.

La présentation est conforme aux dispositions du Règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les comptes d'AL KHALIJI France sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux banques en France, prescrites par le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit. Ils intègrent les comptes de la maison mère basée à Paris et ceux des succursales situées aux Emirats Arabes Unis.

Au regard de leur indépendance par rapport à la société mère, les succursales émiraties sont qualifiées d'établissements étrangers autonomes. Les dotations réalisées par la maison mère au bénéfice des succursales sont assimilables à un investissement net dans une activité à l'étranger. En conséquence, les écarts de conversions générés par la conversion de ces apports sont comptabilisés en capitaux propres, dans un sous compte du poste de report à nouveau.

Les écarts de conversion débiteurs (pertes latentes) viendront en diminution du bénéfice distribuable et les écarts de conversion créditeurs (gains latents) ne seront pas pris en compte dans la détermination du bénéfice distribuable.

a) Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit
- les comptes ordinaires, les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de Particule 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés à l'hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit AL KHALIJI France à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles présentées ci-après. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Suite aux exigences du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations spéciales, AL KHALJI France a comptabilisé les prêts et créances présentant un risque de crédit conformément aux règles énoncées ci-dessous. L'utilisation de systèmes de notation externe et/ou interne contribue à évaluer l'existence d'un risque de crédit.

- Créances restructurées :

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

- Créances douteuses :

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, AL KHALJI France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non-recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois sont classées en créances douteuses.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise. Sont considérés comme douteux compromis, les créances douteuses de plus d'un an après leur classification en encours douteux et si le passage en perte à terme est envisagé.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré :

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par AL KHALJI France par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements Hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Les montants des créances incluent les encours douteux nets des dépréciations. Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées dossier par dossier, dès lors que la Direction Générale estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Elles sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Les intérêts des créances douteuses lorsqu'ils sont comptabilisés en produits, font l'objet d'une dépréciation d'un montant identique. Ces dotations pour dépréciations sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et par conséquent, du produit net bancaire.

Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement :

La provision base portefeuille clients est enregistrée dans nos succursales aux Emirats Arabes Unis, est calculée statistiquement sur les encours de crédits. Cette provision figure au bilan dans les provisions pour risques et charges et par conséquent est incluse dans le coût du risque.

b) Portefeuille titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe. Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres de transaction :

Au 31 décembre 2024, AL KHALIJI France ne détient aucun titre de transaction.

Titres de placement :

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

- **Obligations et autres titres à revenu fixe :**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre. Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « intérêts et produits assimilés — Intérêts sur titres à revenu fixe » du produit net bancaire.

- **Actions et autres titres à revenu variable :**

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

À la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si AL KHALIJI France dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note Créances et engagements par signature — Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels AL KHALIJI France dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre. Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Titres de l'activité de portefeuille

Conformément aux articles 2351-2 à 2352-6 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus. Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes. Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché :

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, AL KHALIJI France détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, AL KHALIJI France utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement :

AL KHALIJI France enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

Reclassement de titres :

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre I Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

AL KHALIJI France n'a pas opéré de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

c) Immobilisations

AL KHALIJI France applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes

- Siège de Paris :
- Matériels et Mobiliers 5 et 10 ans
- Agencements 10 et 15 ans
- Logiciels 3 ans
- Agences à l'étranger : 3 à 5 ans

d) Dettes établissements envers les de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes à terme, comptes d'épargne pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

e) Provisions

AL KHALIJI France applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Engagements en matière de retraite : il a été constitué par le siège de Paris une provision pour charges de primes de départ en retraite. Leur montant a fait l'objet d'une évaluation de € 123.315 Dans nos agences des Emirats, les indemnités de fin de service sont provisionnées pour un montant de € 2.175.265 Pour le siège de Paris ainsi que pour les agences E.A.U le calcul de cette provision est établi suivant le respect des conventions collectives. La principale différence entre les deux conventions est l'ancienneté pour la prise en compte. Provision à constituer à partir de 10 ans d'ancienneté en France et 5 ans d'ancienneté aux EAU.

f) Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits à l'hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours. Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie

Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de AL KHALIJI France (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07). Sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché :

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07)
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07)

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif.

Pour les instruments

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont comptabilisés.
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement.
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont comptabilisés.

Les seules opérations sur les instruments financiers à terme sont des opérations d'échange de taux de micro-couverture réalisées avec la maison mère MASRAF AL RAYAN.

g) Opérations en devises

Les créances et dettes libellées en devises sont converties aux cours de change en vigueur à la clôture. Un cours moyen mensuel est appliqué pour la conversion des comptes de résultat de nos agences.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payés sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation »

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, AL KHALIJI France a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque. Répartition du bilan & Hors bilan entre Siège et Agences au 31/12/2024

	Siège de Paris	Agences UAE	Total AKF
Total du Bilan	570,308,656	357,807,411	836,554,377
Engagements donnés	27,995,273	39,159,489	67,154,762
Engagements reçus	44,500,000		44,500,000

2. Evènements significatifs en 2024

À la suite de l'inspection sur site menée du 13 avril au 13 juillet 2023 par l'ACPR pour évaluer le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT) de la Société, celle-ci a reçu le 4 décembre 2024 une communication officielle du Secrétariat Général de l'ACPR l'informant des conclusions de la mission d'inspection, ainsi que de la décision et des recommandations du superviseur. Dans sa lettre, le superviseur français a souligné les aspects insatisfaisants du dispositif, tels que relevés dans le rapport final d'inspection, et a exhorté la Société à poursuivre les actions correctrices engagées depuis 2023. Une liste de demandes (« lettre de mission ») fait partie intégrante de la lettre reçue et correspond à l'ensemble des mesures correctives que la Société doit mettre en place d'ici fin mars 2025. Le Conseil d'Administration a demandé à la Direction de la Société de respecter strictement l'échéance fixée par le superviseur national pour clôturer tous les points/demandes au plus tard le 31 mars 2025, date cible fixée antérieurement par la Société et approuvée par le Conseil.

• À la suite de la revue annuelle du profil de risque de la Société menée par le superviseur national, l'ACPR a notifié à la Société sa décision d'augmenter l'exigence de Pilier II (P2R) de 3 % à 4 % à compter du 1^{er} janvier 2024.

• Prêt subordonné détenu par Qatar Holding : la Société a provisionné 900 000 EUR à la clôture 2024 en anticipation du paiement au détenteur du prêt subordonné de 25 millions d'EUR, correspondant aux intérêts courus sur ce prêt depuis septembre 2022, date à laquelle l'Eonia est redevenu positif.

- En août 2024, les succursales de la Société aux Émirats arabes unis ont reçu de la UAECB une communication officielle accompagnée du rapport final présentant les conclusions de l'examen de référence mené en novembre 2023 sur le dispositif LCB/FT/CPF des succursales. Un plan d'action détaillé visant à remédier aux insuffisances identifiées a été communiqué à la UAECB. Les actions correctrices sont en cours et devraient être finalisées d'ici fin juin 2025.
- En 2024, les succursales aux Émirats arabes unis ont mis à jour et/ou élaboré au moins 35 politiques afin de se conformer aux nouvelles directives émises par la UAECB.
- Les succursales aux Émirats arabes unis ont déployé avec succès la plateforme de paiement instantané (Aani), qui permet une exécution des transactions en 10 secondes et propose des services innovants tels que le paiement vers des numéros de mobile et par QR code, en alternative aux paiements traditionnels par IBAN.

3. Evènements post-clôture du bilan

- Evènement d'ajustement : Aucun
- Evènement non ajustable : Aucun

4. Exemption d'établir des comptes consolidés

Al KHALIJI France est une filiale à 99,99 % de Masraf Al Rayan, une banque Qatarie établie à Doha, qui publie des états financiers consolidés. Par ailleurs, Al KHALIJI France n'a aucune filiale, les agences des Emirats Arabes Unis sont des succursales.

5. Information sur les parties liées

Les principales opérations réalisées au cours de l'exercice avec les parties liées et qui figurent au bilan au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Transactions conclues avec la partie liée	Montant (en milliers d'euros)
MASRAD AL RAYAN	Maison mère	MM-NOSTRO & Prêt MM-VOSTRO & Dépôt	159 26 887

L'autorité d'investissement du Qatar (QIA) était le plus grand actionnaire de MASRAF AL RAYAN avec 20,60 % Des parts en décembre 2023. Elle détient les actions indirectement par le biais de sa société entièrement détenue, Qatar Holding LLC, et d'autres entités gouvernementales affiliées.

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Transactions conclues avec la partie liée	Montant (en milliers d'euros)
QATAR HOLDING LLC	L'un des actionnaires de la société mère MASRAF AL RAYAN	Dépôt à terme Prêt à subordonné	55 809 25 000

Transactions avec la société mère MASRAF AIRAYAN soldes au 31 décembre 2024.

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	159	4 682
Sur les établissements de crédit et institutions financières	159	4 682
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	26 887	25 480
Sur les établissements de crédits et institutions financières	26 887	25 480
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dette subordonnées		
Engagements donnés	402	311
Autres engagements donnés	402	311

Transactions avec Qatar Holding LLC - soldes au 31 décembre 2024.

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances		
Sur les établissements de crédit et institutions financières		
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	80 809	74 968
Sur les établissements de crédits et institution financières		
Sur la clientèle	55 809	49 968
Dettes représentées par un titre et dette subordonnées	25 000	25 000
Engagements données		
Autres engagements donnés		

3 Affectation proposée du résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Données en milliers d'euros

Bénéfice net de l'exercice 2024	15 177
Affectation à la réserve légale pour Agences EAU	-1 289
Affectation à la réserve légale Paris (5%)	-694
Solde	13 194
Affectation du résultat en report à nouveau	13 194
Montant du report à nouveau (hors écarts de conversion) avant affectation	66 071
Montant du report à nouveau (hors écarts de conversion) après affectation	79 265

Complément d'informations relatif au bilan et eau compte de résultat au 31 décembre 2024

Actif
(en K euros)

1 - Caisse, banques centrales, CCP

	2024	2023
Caisse	2 363	2 634
Banques centrales*	161 302	133 911
	163 665	136 545

* Hausse due à l'introduction d'un nouveau produit à rendement par la Banque de France, à savoir un "overnight facility deposit" similaire aux EAU. Ce nouveau produit est comptabilisé en créances face aux banques centrales au 31 décembre 2024.

3 – Créances sur les établissements de crédit et assimilés

	2024	2023
Comptes à vue	22 810	27 100
Prêts JJ	8 663	0
Comptes à terme	232 121	268 740
Créances rattachées	1 624	3 156
Créances douteuses compromises	0	0
Créances douteuses non compromises	0	0
Dépréciations sur créances douteuses	0	0
	265 218	298 996
Durée résiduelle ≤ 3 mois	102 098	111 400
Durée résiduelle >3 mois et ≤1 an	119 187	173 485
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	43 933	14 111
	265 218	298 996
dont créances envers AL RAYAN BANK	159	4 682

4 - Opérations avec la clientèle

	2024	2023
Créances commerciales	521	0
Crédits à la clientèle	190 624	185 418
Crédits à la clientèle Financière	75 241	56 784
Comptes à vue	38 044	52 175
Créances rattachées	1 596	1 202
Créances douteuses compromises	0	6
Créances douteuses non compromises	12 075	9 060
Créances douteuses restructurées	0	0
Dépréciations sur créances douteuses	-10 108	-9 066
	307 993	295 580

(en milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	521	-	-	-	521	-	521	-
Autres concours à la clientèle	16 708	14 103	210 156	36 973	277 940	1 596	279 536	252 470
Comptes ordinaires débiteurs	38 044	-	-	-	38 044	0	38 045	52 175
Dépréciations							-10 108	-9 066
Valeur nette au bilan	55 273	14 103	210 156	36 973	316 505	1 597	307 993	295 580

Les dépréciations constituées représentent une couverture de 83.71 % des créances douteuses au 31 décembre 2024.
Le montant des créances éligibles au refinancement des Banques Centrales est nul au 31 décembre 2024;
Le montant des créances restructurées au 31 décembre 2024 s'élève à € 49,518 K contre € 45,784 K en 2023.

Garanties sur encours	2024	2023
Dépôts de garanties sur découverts	1 918	3 293

Nantissements de titres sur découverts	0	0
	2024	2023
Répartition des emplois clientèle par pays (hors créances rattachées)		
Europe	41%	40%
GCC	56%	57%
Autres	3%	3%

5 – Titres

	2024	2023
Titres cotés		
- émis par org.publ.& établissement de crédit	91 720	50 788
- émetteurs autres	0	0
Créances rattachées	1 026	628
Provision pour Dépréciation*	0	-55
	92 746	51 361
Durée résiduelle ≤ 3 mois	20 277	628
Durée résiduelle > 3 mois et ≤ 1 an	0	0
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	62 852	41 692
Durée résiduelle > 5 ans	9 617	9 041
	92 746	51 361

Obligations & autres titres

	2024	2023
Soldes en début d'exercice	51 361	43 386
Acquisitions	38 779	9 130
Sorties	0	0
Différence de change	2 606	-1 154
Soldes en fin d'exercice	92 746	51 361

	2024	2023
Primes et Décotes sur Obligations		
Primes	107	136
Décotes	-205	-127

Actif**5.1 - Titres d'Investissements**

Code ISIN	Titres d'investissements	Pays	devise	Date d'achat	Date d'échéance	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Plus-Values Moins-Values Latentes
XS2234859101	Gouvernement	OMAN	USD	28-oct.-20	28-oct.-27	4 813	4 956	143
XS2361850527	Gouvernement	Turquie	EUR	16-sept.-21	08-juil.-27	10 097	10 200	102
XS2391394348	Gouvernement	EGYPTE	USD	19-nov.-21	30-sept.-27	4 768	4 494	-274
XS2391394348	Gouvernement	EGYPTE	USD	19-nov.-21	30-sept.-27	4 765	4 494	-272
XS2707149600	Gouvernement	UAE	USD	01-nov.-23	01-mai-34	4 809	5 008	200
XS2707149600	Gouvernement	UAE	USD	01-nov.-23	01-mai-34	4 808	5 008	200
XS2776001880	Financial Institution	QATAR	USD	12-mars-24	12-mars-29	9 580	9 556	-24
XS2776001880	Financial Institution	QATAR	USD	12-mars-24	12-mars-29	4 789	4 778	-10
XS2811094130	Gouvernement	UAE	USD	13-mai-24	30-avr.-29	4 818	4 811	-7
XS2822506759	Gouvernement	QATAR	USD	29-mai-24	29-mai-29	4 802	4 799	-2
XS2811094130	Gouvernement	UAE	USD	13-mai-24	30-avr.-29	4 818	4 811	-7
XS2822506759	Gouvernement	QATAR	USD	29-mai-24	29-mai-29	9 603	9 599	-5
Total						72 469	72 514	45

5.2 - Titres de placements couverts en Taux

Code ISIN	Titres de placements	Pays	devise	Date d'achat	Date d'échéance	Valeur d'achat	Valeur de marché	Plus-Values Moins-Values
XS1210507650	Gouvernement	EAU	USD	20-févr.-19	31-mars-25	19 251	19 036	-215

11 - Immobilisations incorporelles

	2024	2023
--	-------------	-------------

Soldes en début d'exercice (VNC)	885	358
Acquisitions	621	771
Sorties	0	0
Différence de change	21	-1
Amortissements de la période	-428	-243
Soldes en fin d'exercice (VNC)	1 099	885

12 - Immobilisations corporelles

	2024	2023
Soldes en début d'exercice (VNC)	688	739
Acquisitions	141	239
Sorties	0	0
Différence de change	19	-15
Amortissements de la période	-350	-276
Provisions	0	0
Soldes en fin d'exercice (VNC)	498	688

Mouvements des amortissements & provisions	2024	2023
Soldes en début d'exercice	519	0
Dotations aux amortissements & provisions	778	519
Sorties d'amortissements	0	0
Différence de change		
Soldes en fin d'exercice	1 297	519

15- Autres actifs

	2024	2023
Débiteurs divers	814	733
Etat acomptes IS	3 354	1 493
	4 168	2 227

16- Comptes de régularisation

	2024	2023
Charges payées d'avance	627	661
Autres comptes de régularisation	541	438
	1 168	1 099

Dépréciations inscrites en déduction de l'actif au 31 décembre 2024

(en milliers d'euros)	Solde au 01 Janvier	Dotations (1)	Reprises et utilisations	Autres mouvements (2)	Solde au 31 Décembre
Sur opérations interbancaires et assimilées	0	0	0	0	0
Sur créances clientèle	9 066	2 731	-378	-1 311	10 108
Sur opérations sur titres	55	0	-55	0	0
Sur valeurs immobilisées	0	0	0	0	0
Sur autres actifs	0	0	0	0	0
Total	9 120	2 731	-432	-1 311	10 108

(1) Les dotations comprennent les provisions et les intérêts en suspens, provisionnés durant l'année en cours.

(2) Les autres mouvements comprennent notamment les variations de change et les pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions.

Passif**1 - Banques centrales, CCP**

	2024	2023
Banques Centrales	0	0
	0	0

2 - Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	2024	2023
Comptes à vue	3 159	2 736
Emprunts JJ	0	0
Comptes à terme	25 650	46 155
Dettes rattachées	8	33
	28 816	48 924

Durée résiduelle ≤ 3 mois	28 089	48 274
Durée résiduelle > 3 mois et ≤ 1 an	727	650
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	0	0
	28 816	48 924
dont dettes envers MASRAF AL RAYAN QATAR	26 887	25 480

3 - Opérations avec la clientèle

	2024	2023
Comptes à vue	168 584	173 222
Comptes à terme	348 474	298 048
Comptes épargne	4 392	4 125
Emprunts de la Clientèle Financière	0	0
Dettes rattachées	3 027	1 582
	524 477	476 977
Durée résiduelle ≤ 3 mois	471 984	415 052
Durée résiduelle > 3 mois et ≤ 1 an	52 493	61 824
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	0	101
Durée résiduelle > 5 ans	0	0
	524 477	476 977
dont dettes envers Qatar Holding LLC	55 809	49 968

Répartition des ressources clientèle par pays (hors dettes rattachées)

	2024	2023
Europe	9%	34%
GCC	46%	45%
Autres	45%	21%

5 - Autres passifs

	2024	2023
Créditeurs divers	48	248
	48	248

6 - Comptes de régularisation

	2024	2023
Produits perçus d'avance	287	356
Charges à payer	6 858	5 729
Autres comptes de régularisation	7 381	3 285
	14 527	9 370

7- Provisions

2024 (en milliers d'euro)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Autres mouvements (3)	Solde au 31/12/2024
Provisions pour engagements sociaux	2 599	951	-625	130	3 055
Provisions pour litiges fiscaux (1)	0	0	0	0	0
Provisions pour autres litiges	0	0	0	0	0
Provisions pour risques de crédit (2)	9 012	1 610	-947	601	10 276
Autres provisions	0	900	0	0	900
Valeur au bilan	11 611	3 461	-1 573	732	14 231

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés;

(2) Ces provisions sont établies sur base collective et selon IFRS 9;

(3) Les autres mouvements incluent notamment les différences de change de la période.

8 - Dettes subordonnées

	2024	2023
Emprunt subordonné	25 000	25 000
	25 000	25 000

Emprunt de K€ 25,000 à durée indéterminée auprès de Qatar Holding LLC;

La créance du Prêteur sur l'Emprunteur est subordonnée aux créances détenues par les autres créanciers sur l'Emprunteur.

9 - Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

	2024	2023
Provision pour risques bancaires généraux	323	323
	323	323

10 - Capitaux propres hors FRBG

	2024	2023
Capital	104 000	104 000
Réserves légales	24 482	21 267
Report à nouveau	85 475	68 496
Résultat de l'exercice	15 177	21 165
	229 134	214 928

11 - Capital souscrit

	2024	2023
Actionnariat : MASRAF AL RAYAN : 100%;	104 000	104 000
Capital constitué de 6.500.000 actions d'une valeur nominale de 16 €.		

Passif (a continué)**13 – Réserves**

	2024	2023
Réserves légales (Paris)	7 648	6 652
Réserves générales (Émirats)	16 834	14 615
	24 482	21 267

16 - Report à nouveau

	2024	2023
Report à nouveau	85 475	68 496
dont écart de conversion	19 404	12 865
	85 475	68 496

17- Résultat de l'exercice

	2024	2023
Chiffre d'affaires	56 289	55 790
Produits net bancaire	36 975	43 117
Résultat brut d'exploitation	21 179	29 124
Gain sur actif immobilisé	0	0
Résultat net avant impôt	20 055	25 246
Résultat exceptionnel	77	-26
Impôt sur les sociétés		
Paris (25% des bénéfices)	1 959	3 354
Paris (taxe 3% sur les dividendes)	0	0
Émirats (20% des bénéfices)	2 996	700
Résultat net	15 177	21 165

Le chiffre d'affaire est composé des:

- Intérêts et produits assimilés;
- Commissions (produits);
- Gains sur opérations des portefeuilles de négociation;
- Gains sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés;
- Autres produits d'exploitation bancaire.

Répartition du résultat	Résultat de l'exercice	Réserve légale Paris	Réserve légale E.A.U	Report à nouveau
Exercice 2024	15 177	-694	-1 289	13 194
Répartition du résultat	Résultat de l'exercice	Réserve légale Paris	Réserve légale E.A.U	Report à nouveau
Exercice 2023	21 165	-996	-1 237	18 932

Répartition du bilan par devises

en milliers d'euros	QAR EUR'000	EUR EUR'000	USD EUR'000	AED EUR'000	Other EUR'000	Total EUR'000
Actif	0	305 819	204 004	322 518	4 213	836 554
Passif	0	385 140	212 345	234 928	4 142	836 554

Hors bilan**Engagements donnés****1 - Engagements de financement**

	2024	2023
Engagements de financement en faveur de la clientèle	14 076	21 134
	14 076	21 134

2 - Engagements de garantie

	2024	2023
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	15 651	1 387
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	37 428	43 917
	53 079	45 304

Engagements reçus**5 - Engagements de garantie**

	2024	2023
Engagements de garantie reçus d'établissement de crédit	44 500	24 500
	44 500	24 500

Instruments financiers à terme	Nbre d'Opérations	Notionnel
Swaps de taux Micro couverture avec Maison Mère	3	21 139

Compte de résultat
(en K€)**1 - Intérêts et produits assimilés**

	2024	2023
Intérêts sur opérations de trésorerie & opérations interbancaires	24 732	27 939
Intérêts sur opérations avec la clientèle	21 628	20 681
Intérêts sur titres à revenu fixe	4 356	2 602
	50 716	51 222

2 - Intérêts et charges assimilées

	2024	2023
Intérêts sur opérations de trésorerie & opérations interbancaires	1 726	1 995
Intérêts sur opérations avec la clientèle	14 055	10 223
Intérêts sur titres à revenu fixe	40	39
Intérêts sur dettes subordonnées	0	0
	15 821	12 256

8 - Commissions (produits)

	2024	2023
Commissions crédit clientèle	419	953
Commissions hors bilan	885	1 111
Commissions services bancaires	1 494	1 493
	2 798	3 557

9 - Commissions (charges)

	2024	2023
Commissions services bancaires	580	418
	580	418

10 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	2024	2023
Gains sur opérations de change	760	1 010
	760	1 010

12 - Autres produits d'exploitation bancaire

	2024	2023
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun		2
Autres produits	-899	0
	-899	2

14 - Produit net bancaire

	2024	2023
Intérêts & assimilés		
- Produits	50 716	51 222
- Charges	-15 821	-12 256
Commissions		
- Produits	2 798	3 557
- Charges	-580	-418
Opérations financières		
- Solde des opérations de négociation	760	1 010
- Solde des opérations sur titres de placements	0	0
Autres opérations bancaires		
- Produits	-899	2
	36 975	43 117
Produit net bancaire des AGENCES EMIRATS	20 189	21 942
Produit net bancaire Al KHALJI France Paris	16 996	21 424
Net des intercos pour €204K (2024: €204K)	-204	-250
Produit net bancaire	36 982	43 117

15 - Charges générales d'exploitation

	2024	2023
Frais de personnel	8 576	7 856
Impôts et taxes	488	324
Loyers & charges locatives	1 604	1 578
Honoraires & assistance	2 154	1 552
Entretien & maintenance	929	904
Autres charges	1 267	1 260
	15 018	13 474

Détail des frais de personnel et effectif moyen

	2024	2023
Salaires et traitements	7 023	6 550
Charges sociales	1 380	1 186
Impôts et taxes sur rémunérations	173	120
	8 576	7 856
<i>dont charges de retraite</i>	<i>551</i>	<i>471</i>

Rémunérations allouées aux dirigeants

Eléments non fournis car cela aboutirait à communiquer les rémunérations individuelles.

Effectif moyen

	2024	2023
Cadres & Hors classe	35	32
Techniciens	44	46
Total	79	78
Paris	35	33
Emirats	44	45
Total	79	78

16 - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

	2024	2023
Amortissements immobilisations incorporelles	427	243
Amortissements immobilisations corporelles	350	276
	777	519

18 - Coût du risque

	2024	2023
Dotations aux provisions sur opérations avec la clientèle	-1 468	-928
Dotations aux provisions - Dépréciation Collective (EAU)	-1 610	-5 147
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	-1 214	0
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes	0	-17
Dotations aux provisions pour dépréciation de titres	0	-56
Reprise de Provisions pour dépréciation de titres	9	0
Changement de la juste valeur des titres de placements	623	-436
Récupérations sur créances amorties	3	6
Reprises de Provisions sur opérations avec la clientèle (write-off)	1 214	0
Reprises de Provisions sur opérations avec la clientèle (write back)	369	2 117
Reprises de Provision: dépréciation Collective (EAU)	947	584
	-1 125	-3 878

20- Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	2024	2023
+/- value sur sorties immobilisations incorporelles	0	0
+/- value sur sorties immobilisations corporelles	0	0
	0	0

22 - Résultat exceptionnel

	2024	2023
Produits		
- Prorata TVA	0	0
- Autres	119	10
Charges		
- Prorata TVA	33	0
- Autres	9	36
	77	-26

23 - Impôt sur les bénéfices

	2024	2023
Impôt sur les bénéfices de Paris	1 959	3 354
Impôt sur les bénéfices des Agences EAU	2 996	700
Taxe sur les dividendes distribués	0	0
	4 955	4 055

26 - Variation des capitaux propres (hors FRBG)

	Capital	Réserve légale	Report à nouveau	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total des Capitaux Propres
Solde d'ouverture avant affectation	104 000	21 267	55 630	12 865	21 165	214 928
Augmentation capital	0	0	0	0	0	0
Affectation en réserves	0	2 233	18 932		-21 165	0
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	15 177	15 177
Dividendes versés	0	0	-10 000	0	0	-10 000
Variation des écarts de conversion	0	982	1 508	6 539	0	9 029
Solde de clôture	104 000	24 482	66 071	19 404	15 177	229 134

27 - Informations relatives aux implantations et activités incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2024**Al KHALIJI France S.A. UAE Branches**

Nom	Al KHALIJI (France) S.A	Al KHALIJI (France) S.A	Al KHALIJI (France) S.A	Al KHALIJI (France) S.A	Total
Nature de l'activité	Banque	Banque	Banque	Banque	
Localisation géographique	Dubai - Emirats Arabes Unis	Abu Dhabi - Emirats Arabes Unis	Sharjah - Emirats Arabes Unis	Ras Al khaimah	
Effectif à temps plein	41	6	0	0	47
Chiffre d'Affaires (en K€)	14 137	9 010	0	0	23 147
Produit Net Bancaire (en K€)	12 262	7 921	0	0	20 183
Résultat net (en K€)	6 695	3 256	0	0	9 951
Impôts sur les bénéfices (en K€)	1 772	1 224	0	0	2 996
Subventions publiques (en K€)	0	0	0	0	0

Honoraires

(en milliers d'euros)	Nom du cabinet de Commissariat aux Comptes	Montant	%	Nom du cabinet de Commissariat aux Comptes	Montant	%
Audit						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (hors taxes)	ERNST & YOUNG (Paris) ERNST & YOUNG (UAE)	101,6 91,6	67%	DELOITTE & Associés	96,8	33%
Total		193,2			96,8	

V- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale de la société AL KHALIJI France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AL KHALIJI FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciations au titre du risque de crédit des créances sur la clientèle	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités de financement, votre société est exposée au risque de crédit.</p> <p>Comme indiqué dans les notes 1a) et 4 de l'annexe aux comptes annuels, s'il existe une indication objective de dégradation du risque de crédit, une dépréciation est comptabilisée.</p> <p>Au 31 décembre 2024, le montant total des prêts s'élève à M€ 308, dont M€ 10 de dépréciations.</p> <p>Le jugement de la direction intervient au cas par cas en tenant compte de l'évaluation du risque lié à la qualité du débiteur ainsi que de l'estimation des différentes garanties détenues, notamment dans :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ le classement en encours douteux ; et➤ la détermination du montant de la dépréciation des encours déclassés. <p>Compte tenu de l'importance du jugement nécessaire pour l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations au titre du risque de crédit portant sur les créances sur la clientèle, nous avons considéré que l'estimation de ces dépréciations constitue un point clé de l'audit, notamment dans le contexte économique actuel.</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en œuvre par votre société pour l'identification des créances douteuses et l'évaluation des dépréciations et des provisions relatives à ces encours, notamment dans le contexte économique actuel.</p> <p>Nous avons plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ pris connaissance du processus d'identification des encours présentant un risque de défaut avéré et des modalités de déclassement en encours douteux ;➤ pris connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;➤ examiné, pour un échantillon de dossiers de crédits, les éléments justifiant leur classement en encours douteux et les estimations retenues pour déterminer les dépréciations comptabilisées. <p>Nous avons également examiné les informations présentées dans l'annexe aux comptes annuels sur l'appréciation du risque de crédit.</p>

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société AL KHALIJI FRANCE par votre assemblée générale du 5 avril 2004 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 28 mai 2015 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la vingt et unième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la dixième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit, le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°5337/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris- La Défense, le 28 mai 2025

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

Matthieu PRECHOUX

Associé

DELOITTE & ASSOCIES

Pascal COLIN

Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de Al KHALJI France, sis au 49 – 51 avenue George V, 75008 Paris.